

L'impact économique du climat de violence au Moyen-Orient

« La guerre s'est soldée par un grand coût humain, social et économique pour la Syrie : destruction d'infrastructures, embargo commercial, baisse de productivité, diminution de la taille et de la formation de la population active ».

ENTRETIEN avec *Elena Ianchovichina* par J.A.

Economiste principale pour la région du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Banque mondiale, Elena Ianchovichina, a collaboré à de nombreux articles dans de prestigieuses revues comme le *Canadian Journal of Economics*, *Contemporary Economic Policy* et *Review of International Economics*. Elle a longuement écrit sur les problèmes économiques de la région MENA. Son dernier article : *Impact économique de la guerre en Syrie et de la progression du groupe État islamique : à combien s'élèvent les pertes et qui sont les perdants ?*

AFKAR/IDEES : *La Banque mondiale a-t-elle analysé les coûts économiques de la destruction de la Syrie comme conséquence de la guerre ? En quels termes et quels en sont les chiffres ?*

ELENA IANCOVICHINA : La guerre s'est soldée par d'énormes coûts humains, sociaux et économiques pour la Syrie. Les statistiques de l'ONU et les rapports de presse sur les victimes, les réfugiés et les personnes déplacées internes sont la triste preuve des énormes coûts humains et sociaux du conflit dans la région. Dans un document de travail de la Banque mondiale de 2014, mon collègue Maros Ivanic et moi-même avons calculé les coûts économiques de la guerre pour les économies de la zone du Grand Levant qui comprend la Syrie, l'Irak, la Turquie, la Jordanie, le Liban et l'Égypte. Nos calculs indiquent que vers la mi-2014, l'économie syrien-

ne avait baissé d'environ 38 % en termes réels par rapport à la période d'avant la guerre. Cette perte s'élève à 12 milliards de dollars en 2007. Elle reflète la diminution de la taille et de la formation de la population active syrienne en raison des pertes de vies et des flux de réfugiés, de la destruction des infrastructures, de l'embargo commercial, de l'augmentation des coûts de réaliser des affaires, de la baisse de productivité et du coût d'opportunité des initiatives d'intégration commerciale qui ont été abandonnées et que la Syrie avait négociées avant la guerre, mais qui n'ont pas pu être menées à bien. La baisse de productivité est provoquée par des éléments qui n'ont pas été saisis directement, comme les déplacements internes de personnes et les infirmités résultant de blessures.

A/I : *Existe-t-il des estimations du coût économique de la destruction des infrastructures ? Quelles sont les plus touchées dans la région ?*

E.I. : Les images satellites d'UNOSAT, le programme de satellites de l'ONU, nous apporte les preuves de la destruction à grande échelle de différents types d'infrastructures en Syrie, hôpitaux, écoles et quartiers résidentiels, routes et ponts, infrastructures hydrauliques et d'assainissement, oléoducs. En mai 2013, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale estimait le coût de reconstruction de l'économie et des infrastructures syriennes à 80 mil-

liards de dollars. Naturellement, si la guerre prenait fin aujourd'hui, le coût de la reconstruction serait plus élevé étant donné que deux années de plus de conflit se sont écoulées.

A/I : *Quel est l'impact économique occasionné par les effets collatéraux de la guerre dans des pays comme la Turquie, le Liban et la Jordanie ?*

E.I. : En réalité, les effets collatéraux de la guerre dans les pays voisins, entre autres la Turquie, le Liban et la Jordanie, ont été très importants, mais pas nécessairement en ce qui concerne l'activité économique. On constate que les pertes de ces pays sont faibles et correspondent surtout au renoncement aux bénéfices d'une profonde intégration commerciale, tandis que les effets directs reflètent une baisse des revenus moyens par habitant ou du niveau de vie moyen, mais pas de la taille réelle de leurs économies. Ce qui est dû aux afflux de réfugiés qui ont accru la consommation, l'investissement et l'offre de main d'œuvre, et donc la taille des économies ayant accueilli ces réfugiés. Cependant, en tout état de cause, les revenus totaux ont moins augmenté que la taille de la population. La guerre a donc affecté négativement le niveau de vie de ces pays. Au Liban et en Turquie, par exemple, les propriétaires terriens et d'entreprises ont été avantagés mais les travailleurs ont été les perdants, car l'arrivée de réfugiés syriens a augmenté la demande locale de biens et de services (ce qui a fait monter les

Plus le conflit durera, plus il sera coûteux et difficile de reconstruire la Syrie et l'Irak

prix), ainsi que l'offre de main d'œuvre. En termes généraux, beaucoup de gens, en particulier les pauvres et les vulnérables, ont souffert à cause de l'arrivée de réfugiés qui a augmenté la demande de services publics, la qualité des services s'est dégradée et les salaires ont baissé à cause de l'intense concurrence pour l'emploi.

Les pertes pour la Jordanie, le Liban et la Turquie sont beaucoup plus lourdes que celles présentées dans notre article car nous n'avons pas pris en compte les distorsions associées à la croissance de la consommation de services publics subventionnés et les coûts liés à la sécurité et à la défense nationale. Ces derniers pourraient être considérables, mais leur ampleur dépendra du cours de la guerre et de comment les gouvernements de ces pays gèreront la situation complexe de la région.

A/I : *Existe-t-il quelques chiffres sur le marché noir ou le commerce clandestin ?*

E.I. : Les rapports publiés dans les médias semblent indiquer que les pays du Moyen-Orient poursuivent leurs commerces même dans cette situation difficile. En effet, certains affirment que le groupe État islamique aurait rendu plus facile le passage des frontières par la route sous leur contrôle. Bien que le commerce soit toujours possible, l'élément important est que sa composition a changé et reflète le changement de circonstances, spécialement en Syrie et en Irak. Alors qu'avant la guerre la Syrie importait des biens d'équipement comme les machines et les équipements utilisés par les entreprises et les ménages, ainsi que des intrants intermédiaires com-

me les pièces de rechange et les composants, le commerce se concentre désormais sur les besoins et les biens difficiles à se procurer à cause de ruptures de la production. En d'autres termes, la guerre a interrompu le processus de modernisation de l'économie syrienne grâce à des placements de premier ordre et à l'approfondissement des relations commerciales au Moyen-Orient.

A/I : *Comment voyez-vous la région du point de vue de l'économie de la reconstruction et de la coopération après le conflit ? Pensez-vous que l'esprit du rapport de la Banque mondiale « Over the Horizon: A New Levant » (2014) est encore valable pour le Moyen-Orient ?*

E.I. : La communauté d'entreprises du Moyen-Orient a été le principal moteur des initiatives visant à approfondir l'intégration, qui sont décrites dans le rapport de la Banque mondiale. Je crois donc que quand la paix sera rétablie, l'envie de réaliser des réformes nécessaires à l'intégration renaîtra au Moyen-Orient. Quant au contexte politique, c'est un sujet plus compliqué. Il est encore trop tôt pour avancer quels accords politiques seront conclus et l'influence qu'ils auront sur les politiques commerciales de la région. Les considérations politiques et de sécurité sont souvent des objectifs importants que poursuivent les accords commerciaux régionaux et bilatéraux et l'accord pour un nouveau Moyen-Orient n'est pas une exception. Si l'engagement politique est ferme, les communautés d'entreprises auront la possibilité d'obtenir des avantages économiques dans les pays du Moyen-Orient.

A/I : *Selon la Banque mondiale, quelles sont les perspectives pour la future reconstruction et son coût économique prévisible ? Existe-t-il une estimation du temps et de l'argent nécessaires ? La Turquie était très active économiquement et commercialement au Moyen-Orient avant la guerre syrienne. Quel rôle peut-elle jouer dans la reconstruction de la région, ainsi que dans les programmes de coopération et d'intégration, qui seront finalement développés ?*

E.I. : Plus le conflit durera, plus il sera coûteux et difficile de reconstruire la Syrie et l'Irak. Pourquoi ? Parce que le coût des infrastructures détruites est l'un des aspects du processus de reconstruction. La communauté internationale peut mobiliser des parties prenantes de premier plan et utiliser leur expérience dans des travaux de reconstruction dans d'autres parties du monde. À mon avis, l'aspect le plus difficile sera de reconstruire le capital humain et social détruit et de guérir les blessures provoquées par cette horrible guerre. L'effet que provoque l'EI sur les jeunes des territoires occupés est particulièrement préoccupant. Une dure instruction militaire, l'exposition à la violence et l'endoctrinement idéologique marqueront à vie les adolescents et les enfants, comme il est décrit récemment dans le blog « Future Development » de Brookings. Si l'influence de l'EI sur le mode de vie en Syrie et en Irak se prolonge encore longtemps, il sera difficile pour ces pays de retourner à la vie normale après la guerre. S'il y a des enfants qui grandissent sous la domination de l'EI, l'avenir du Moyen-Orient est gravement compromis. ■